

Le rétablissement de l'indépendance de la Lituanie en 1990 : Dix ans après ! *

*par Vytautas Landsbergis
(Mars 2000)*

L'an 2000 marque le 10^e anniversaire du rétablissement de l'indépendance de la Lituanie. Mais, nous le sentons bien, cette commémoration du 11 mars a quelque chose d'inhabituel. Certes, c'est la dixième fois que nous la fêtons, mais aujourd'hui, c'est un peu comme si ce n'était que la deuxième : comme en 1990, lorsque l'avenir de la Lituanie était remis en question – « nous écraseront-ils ? » – il nous faut aujourd'hui penser à nouveau au renforcement et à la sauvegarde de notre Etat. Une Lituanie finlandisée ne serait pas un pays à part entière, mais seulement une sorte de « marche » frontalière.

Après notre révolution chantante marquée par l'espoir, la foi et l'amour – à l'instar des valeurs chrétiennes – dix années de changements jalonnées de succès et d'échecs se sont écoulées. Quelques mois après la proclamation de l'indépendance, Saulius Šaltenis nous mettait en garde : « Conservons encore un peu d'idéalisme, car bientôt viendront les cyniques ».

Aujourd'hui, la Lituanie semble être sous l'emprise d'un matérialisme effréné ; ici et là, apparaît le luxe ostentatoire, alors qu'une grande partie des citoyens s'appauvrit inexorablement. Certaines villes s'embellissent, mais partout, surtout à la campagne, le moral est au plus bas. Ecrasée par le crédit et les impayés, la population s'enflamme et chacun s'en prend à tous et à autrui. Le sentiment de perdre ses illusions est tellement pesant que même les plus résistants se découragent. Les idéalistes de l'indépendance s'agitent ou se replient sur eux-mêmes et, comme à l'époque soviétique la plus sombre, se retirent dans une sorte d'« exil intérieur ». A croire que la politique est une affaire douteuse et déshonorante et qu'il vaut mieux s'en tenir à l'écart. Or cette attitude peut mettre en péril l'avenir de l'Etat.

* Traduction par Liudmila Edel-Matuolis et Michel Pagnier

Confrontée aux vicissitudes du quotidien et au pessimisme ambiant, l'âme de notre peuple, qui devrait être une âme d'amour et de fraternité, une âme de labeur et de foi, s'est affaiblie.

Nous devons comprendre que le temps des mesquineries, des comérages, des reproches et des promesses est révolu. L'important n'est pas de discuter la place de chacun dans l'histoire de cette décennie qui, quoi que nous fassions, sera réécrite. C'est encore moins le moment de se quereller sur qui mérite monuments et médailles, un jeu auquel nous nous livrons sans percevoir les menaces qu'il fait peser sur nous. Remettons la Lituanie au centre de nos préoccupations comme nous le proclamons dans notre hymne national.

Nous voulons vivre en bonne intelligence avec tous, poursuivre des objectifs communs et avant tout, vivre en paix avec les pays qui nous entourent. Mais nous ne laisserons jamais un seul de nos partenaires – fût-il le plus important – juger de la qualité de nos relations de bon voisinage.

Il y a près de 60 ans, Viatcheslav Molotov expliquait au professeur Vincas Krėvė-Mickevičius – qu'il croyait naïvement pouvoir convaincre – qu'il ne connaissait pas ses compatriotes : non seulement le peuple lituanien ne résistera pas, lui assurait-il, mais il se prononcera pour le rattachement de la Lituanie à l'Union Soviétique. Or, des dizaines de milliers de Lituanais l'ont contredit et sacrifié leurs vies en luttant contre l'occupant.

Un récent sondage a révélé combien d'Estoniens étaient aujourd'hui prêts à défendre leur patrie les armes à la main : les quatre cinquièmes des hommes et la moitié des femmes. Même parmi les non-citoyens (russophones), 43 % seraient prêts à défendre l'Estonie.

Il y a là matière à réflexions pour les pédagogues de nos écoles et de notre presse. En attendant que la Russie et la Biélorussie optent définitivement pour la démocratie, nous devons, comme les Estoniens, rester calmes et courageux. Arrêtons d'ironiser sur les mots patrie, fidélité ou honneur. L'amour de la patrie peut être serein et persévérant et permettre de donner un sens à la vie de tous et de chacun.

Il serait intéressant de se pencher sur d'autres phénomènes et, plus particulièrement, sur notre présent. Avant de nous demander si « nous avons obtenu ce que nous voulions il y a 10 ans », il vaudrait mieux répondre à la question « que voulions-nous, alors ? ».

Les uns souhaitaient une Lituanie indépendante et nouvelle, un autre pays où régnerait la justice et où les relations humaines auraient radicalement changé. Les autres voulaient garder une Lituanie « soviétique » mais indépendante, donc familière, avec un minimum de changements et des relations humaines « comme dans le temps ». Cette dualité se manifestait dans ces slogans contradictoires de l'époque : « en avant toujours plus loin » ou « en avant lentement, sans précipitation ». Elle transparaisait également dans les accusations que les défenseurs de chacune de ces approches se jetaient réciproquement à la face, et rien n'a changé aujourd'hui. On peut interpréter ce dualisme comme une lutte entre l'idéalisme et le réel, ou le concevoir comme la cause profonde qui explique pourquoi les habitants, même ceux qui ne s'appauvrissent pas, sont déçus par la réalité : à leurs yeux, tout aurait dû se dérouler autrement. En effet, on devrait avoir plus de justice et moins d'illusions. Encore faut-il comprendre que cette dualité n'est pas révélatrice d'une prétendue scission que le rétablissement de l'indépendance aurait suscitée au sein de notre peuple. Que nous penchions pour l'un ou l'autre côté, nous sommes tous citoyens de ce pays dont nous sommes solidairement responsables.

Les uns comme les autres, nous sommes les héritiers de la mentalité post-soviétique ambivalente que chaque Lituanien porte en soi – moi y compris sans doute – au côté du désir de voir la vie s'améliorer plus vite et moins péniblement.

Dix ans ont passé. Qu'avons-nous accompli ? Beaucoup et trop peu. Beaucoup si l'on se réfère à cet extrait de la résolution adoptée par le Congrès américain à l'occasion du dixième anniversaire du rétablissement de l'indépendance de notre pays : « La Lituanie est parvenue à mettre en place un Etat de droit et une démocratie où les droits de l'homme et ceux des minorités sont respectés. Elle est passée à l'économie de marché, a instauré des relations exemplaires avec ses voisins et s'est engagée résolument sur la voie de l'adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN ». Ce texte souligne aussi le rôle déterminant de la Lituanie dans le processus d'éclatement de l'ex-Union Soviétique. Pour la démocratie, ce fut un travail remarquable. Si nous avons abattu les murs de la prison, certains d'entre nous conservent malheureusement des ressentiments et une volonté de se venger de l'occupation, des pertes et des blessures qu'elle a occasionnées, et de ceux qui ne demandent même pas pardon.

Nos hôtes sont souvent stupéfiés des progrès que la Lituanie a réalisés pendant ces 10 années. C'est une réalité, mais nous, nous considérons que c'est insuffisant. Nous aurions pu introduire notre monnaie nationale plus tôt, restituer les biens plus rapidement, accélérer la privatisation des entreprises sans les brader, ne pas effrayer les investisseurs par des lois inadaptées et par la corruption. Nous n'aurions pas dû décourager ceux qui souhaitaient se lancer dans une activité économique. En politique étrangère, nous aurions pu, avec l'Estonie, avancer plus avant sur le chemin de l'intégration à l'Union Européenne. Depuis longtemps, nous aurions pu rejoindre la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie au sein du groupe de Visegrad et, ainsi, nous rapprocher plus vite de l'OTAN. La Lituanie jouissait d'un immense prestige aux yeux du monde qui voyait en elle un pays courageux peuplé d'hommes libres qui ne s'agenouillaient ni devant les chars, ni face à la dictature. Nous disposions d'un capital moral énorme, mais nous n'avions pas, hélas, su le transformer rapidement en un potentiel de bien-être. Nous nous sommes enfoncés dans d'incessantes querelles internes. La Lituanie conserve encore une bonne image, comme en témoigne le texte du Congrès américain. Essayons de ne pas la ternir nous-mêmes. Gardons la volonté et la capacité d'adhérer à la plus importante structure de sécurité internationale : l'OTAN. Nous disposons pour cela d'atouts concrets et du soutien de nombreux pays. La voie choisie le 11 mars doit être poursuivie et aucune force du passé ne nous fera revenir en arrière.

Le choix délibéré de la liberté et du monde démocratique que nous avons fait en ce jour mémorable doit être maintenu. La Lituanie ne saurait, comme une fleur égarée au bord du chemin, être oubliée du monde : soit elle rejoindra l'Ouest démocratique, soit elle sera rattrapée par un Est autoritaire. Tous les signataires de l'Acte de rétablissement de l'indépendance du 11 mars et ceux qui, par leur action, ont contribué à sa mise en œuvre, ont conscience de l'importance de l'enjeu et de leurs responsabilités.